

● (1730)

Tout ce qu'ils veulent, c'est que le gouvernement pratique une politique réaliste. Le gouvernement sait parfaitement que si ces raffineries n'entrent pas en service et ne commencent pas à produire le pétrole dont nous avons besoin, le Canada va accroître encore davantage sa dette parce que nous importons du pétrole et que nous prélevons aux contribuables l'argent nécessaire pour le faire et que nous endettons encore davantage chaque Canadien, homme, femme et enfant.

Une petite entreprise—je tiens à insister sur l'adjectif petit—qui emprunterait au même rythme que le gouvernement, ne pourrait survivre parce qu'elle courrait à la faillite et devrait déposer son bilan. Le gouvernement ne peut faire faillite parce que cela n'aurait aucun sens. Par contre, il est en faillite, comme le montre la chute du cours du dollar canadien. Cette situation se produit quand un gouvernement ne peut rembourser sa dette. Que faisons-nous, monsieur l'Orateur? Nous empruntons de l'argent à l'étranger, à la bourse de New York, auprès du fonds monétaire européen, partout où nous pouvons obtenir de l'argent pour soutenir le dollar canadien afin de racheter tous les dollars canadiens disséminés dans le monde entier et dont personne ne veut. C'est la raison pour laquelle les taux d'intérêt sont aussi élevés. C'est absolument ridicule.

Tout ce que les membres du gouvernement nous disent, monsieur l'Orateur, c'est que les députés de l'opposition ne savent que critiquer mais n'ont aucune propositions concrètes à faire au gouvernement. J'en aurais quelques-unes à faire pour ma part. Peut-être aurais-je la chance d'être entendu par un député d'en face. Les députés libéraux ne pensent-ils pas que si nous donnions le feu vert aux deux super-projets grâce à un investissement de 20 milliards le dollar canadien s'en trouverait beaucoup mieux? Est-ce que cela serait possible selon eux? Et si nous avions une politique énergétique nationale qui créait un climat économique favorable aux investissements, les investisseurs ne viendraient-ils pas investir au Canada parce que nous disposons d'un nombre incalculable de ressources, depuis l'eau jusqu'au pétrole? Un étranger vient vous dire qu'il veut investir chez vous. Il se fait répondre qu'on ne veut plus de son argent. Il semble donc logique que quelqu'un intéressé à investir chez nous tienne ce langage: Eh bien, comme je veux vraiment investir, je ne vous demanderai pas 15 ou 20 p. 100 d'intérêt, mais seulement 12 ou 10 p. 100, puisqu'après tout, l'argent se vend et s'achète comme le reste.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur le climat économique de la Suisse. La situation a été amplement décrite, il suffit d'aller dans vos ministères lire les rapports qui s'y trouvent. Il y a quelques années, il y avait un intérêt négatif sur les sommes investies en Suisse. Autrement dit, il fallait payer les Suisses pour qu'ils prennent votre argent parce que tout le monde voulait y investir. Or, les taux d'intérêt en Suisse sont actuellement inférieurs à 5 p. 100, même avec l'inflation. Pourtant le gouvernement demande au gouverneur Bouey de mettre tout le paquet. Il faut restreindre les dépenses des Canadiens, ce qui n'empêche pas les sociétés de cartes de crédit de nous solliciter sans cesse à la télé. Alors qui essaie de nous en faire accroire?

Il se crée une mentalité inflationniste au Canada. Les gens s'empressent d'acheter maintenant, avec un taux d'intérêt de 20 p. 100, de crainte que celui-ci n'atteigne 25 p. 100 le mois prochain. Le ministre persiste néanmoins à dire que la loi sur

Faillite

la faillite n'a rien à voir avec la conjoncture actuelle. Or, c'est tout le contraire, croyez-moi, monsieur l'Orateur.

Passons brièvement à autre chose. De toute évidence, les mesures fiscales du gouvernement sont préjudiciables à notre économie. Le PEN nuit à notre pays. Quelles conséquences ces initiatives ont-elles sur les entreprises? Je vois de plus en plus de petites entreprises, qui auparavant étaient gérées de façon très saine et prospéraient, adopter de mauvaises méthodes de gestion parce que la mentalité inflationniste les a contaminées. Les dirigeants se disent: Achetons maintenant, constituons-nous des stocks, mêmes pléthoriques, parce que d'ici à ce que nous soyons livrés la marchandise aura augmenté de 10 à 15 p. 100 et c'est donc un moyen facile pour nous de gagner de l'argent. Au cours des trois dernières années, cela marchait assez bien dans la plupart des cas, mais il se produit désormais ce qui devait arriver; des faillites ont lieu. Par incurie, des chefs d'entreprises donnent trop d'expansion à leur affaire. L'heure des comptes a sonné et nous ne devons faire de reproches et n'en vouloir à personne d'autre qu'au gouvernement actuel qui nous dirige depuis 12 ans. C'est lui qui nous a mis dans ce pétrin.

Des enquêtes ont montré que la famille active moyenne a des dettes correspondant à trois fois son revenu annuel, sans compter l'argent qu'elle a emprunté pour se loger, et le montant ne cesse d'augmenter. Dans ma circonscription d'Athabasca, monsieur l'Orateur, le taux de faillite qui commence à augmenter est directement imputable au PEN présenté au mois d'octobre dernier. Cette politique que le gouvernement a adoptée frappe de plein fouet ces gens-là mêmes ces chefs de petites entreprises courageux qui n'hésitent pas à investir leur argent. Quand s'implante une nouvelle usine, il faut bien créer des services, sans quoi l'instabilité des effectifs sera si élevée que cela produira une inflation des coûts. Il faut construire des écoles, des hôpitaux, développer les services municipaux.

Pas un seul chef de petite entreprise du nord-est de l'Alberta ne peut planifier pour demain. Il ne peut pas s'asseoir et prévoir; il ne peut pas acheter en connaissance de cause, ce qu'il faut pouvoir faire, car si l'on fait une petite erreur, c'est la faillite. Pourquoi? Tout cela est attribuable au Programme énergétique national présenté en octobre dernier.

● (1740)

Je voudrais maintenant parler des faillites du secteur agricole. J'ai dit ce que je pensais de l'industrie pétrolière, mais le pétrole n'est pas un produit alimentaire. Les Canadiens de toutes les provinces qui vivent de la terre, la cultivent et fournissent le pain et le beurre que leurs concitoyens mangent trois fois par jour, s'ils ont de la chance, se font rouler sans arrêt à cause de la politique du gouvernement qui consiste à maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé. Les agriculteurs dépendent dans une grande mesure d'emprunts qu'ils ne peuvent contracter qu'en donnant comme garantie leur production. En quoi consiste cette production? Il s'agit des denrées de base que nous retrouvons sur nos tables, qu'il s'agisse de porc, de bœuf, de céréales, de volaille, et le reste.

Prenons le cas d'un producteur céréalier qui ne peut transporter sa récolte sur le marché parce que le gouvernement a rejeté un projet du gouvernement de l'Alberta visant à remettre en état le réseau de transport. Il l'entrepose donc, bien qu'elle vaille un bon montant d'urgent. Il la donne en garantie à la banque contre l'emprunt dont il a besoin pour continuer de